

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

TRIBUNAL de PROXIMITE ANNONAY - Rénovation énergétique

Catégorie opération 2



26 Bd de la République
07100 ANNONAY

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	09/04/2025	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	10
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
2.1 PLANNING	11
2.2 NATURE DE SOL.....	11
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	11
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	14
2.6 DIVERS.....	16
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	17
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	17
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	17
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	18
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	19
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	19
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	20
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	20
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	21
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	21
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	22
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	22
3.5.2 Travaux divers	22

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	22
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	23
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	24
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	25
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	25
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	27
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	29
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	29
5.2 CANTONNEMENTS.....	29
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	30
5.3.1 Mise en place bungalows	30
5.3.2 Cantonnement à étages.	30
5.3.3 Installation électrique.....	30
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	31
6.1 ORGANISATION.....	31
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	33
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	33
6.2.2 Interdiction de fumer	33
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	34
7.1 PPSPS	34
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	34
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	34
8 Annexes	35
Panneau : En cas d'accident.....	35

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

TRIBUNAL de PROXIMITE ANNONAY - Rénovation énergétique

26 Bd de la République
07100 ANNONAY



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU TRIBUNALE DE PROXIMITE D'ANNONAY

- GO : dalle PAC / carottage en façade / engravure en façade
- MENUISERIES EXT : Remplacement des stores intérieurs et extérieurs / pose de film solaire / remplacement de portes d'entrée (SAS d'entrée et parking) / capotage groupe ext.
- CLOISON, FX PLAFONS, PEINTURE : réaménagement intérieur suivant plans
- ELECTRICITE : Dépose et repose des luminaires / TGBT / raccordement des nouveaux équipements / réseaux informatique / appareillage
- CLIMATISATION : évacuation ancienne chaufferie et équipement associés / création nouvelle GTB / climatisation réversible

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

- rez-de-chaussée : accueil, salle d'audience, des bureaux et des sanitaires
- 1er étage : bureaux, archives et sanitaires
- 2ème étage : accueil conseil des prud'hommes, bureaux, salle d'audience et archives

Nature des façades

ENDUIT

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	SECRETARIAT GAL DU MIN DE LA JUSTIC IMPASSE BOUDEVILLE ZA THIBAUD IMMEUBLE AURELIEN 2 31100 TOULOUSE	
Maître d'Oeuvre	IDONEIS 28 Rue Juliette Récamier 69006 LYON	TEL : 04 37 69 99 26
Exploitant	MINISTERE DE LA JUSTICE	
CSPS	QUALICONSULT SECURITE	
Inspection du travail	DREETS 70 Av. Colonel Arnaud Beltrame 26021 VALENCE CEDEX	TEL : 04 75 75 21 21
OPPBTP	OPPBTP 1, rue des Tropiques - Bâtiment B Cassiopée - 1er étage 38130 ÉCHIROLLES	TEL : 04 76 46 92 68
CARSAT	CARSAT Rhône Alpes 6 Avenue de l'Europe Unie, 07000 PRIVAS	TEL : 04 75 30 72 94
Pompier	POMPIERS	TEL : 18 / 112
SAMU	SAMU	TEL : 15 / 112
Police ou Gendarmerie	POLICE / GENDARMERIE	TEL : 17 / 112
Hôpital le plus proche	CENTRE HOSPITALIER ANNONAY 119 rue du bon Pasteur 07100 ANNONAY	TEL : 04 75 67 35 00
Centre anti-poison	CENTRE ANTI-POISON ET DE TOXICOVIGILANCE DE LYON 162 Avenue Lacassagne Bâtiment A, 4ème étage	TEL : 04 72 11 69 11

	69424 LYON CEDEX 03	
EDF	EDF urgence (Ardeche) 07	TEL : 09 72 67 50 07
GDF	GDF Urgence	TEL : 0 800 473 333
France Télécom	FRANCE TELECOM - ORANGE	TEL : 3900
EAU	SAUR Rhône Loire Auvergne Les domaines de la Gare 07104 ANNONAY	TEL : 04 69 66 35 00
Autres	MINISTERE DE LA JUSTICE 350 Avenue du club hippique 13100 AIX EN PROVENCE	TEL : 0442913073

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - GROS OEUVRE - INSTALLATION DE CHANTIER
- N°02 - MENUISERIE EXTERIEURE
- N°03 - CLOISONS / DOUBLAGES / FX PLAFONS / PEINTURE
- N°04 - ELECTRICITE
- N°05 - CLIMATISATION

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 16/06/2025 pour une durée de 8 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de 10.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉrimAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d’ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Les travaux auront lieu en site occupé, il faudra donc prendre en compte l'activité du tribunal pour toutes les opérations de dépose, de raccordement fluide, de livraison etc.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par les entreprise, auprès des concessionnaires

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Un plan de principe d'installation de chantier est élaboré en phase conception par le Maître d'Œuvre
Des locaux et sanitaires seront mis à disposition par la MOA, un PIC sera établi par le LOT 01 en phase préparation en concertation avec la MOA/MOE et CSPS

Des panneaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire », « Interdiction de feux » seront apposés sur le portail d'accès au chantier et une signalisation sera mise en place de part et d'autre des accès au chantier en amont et en aval de celui-ci, sur les chaussées avertissant de la zone de travaux et de chantier .

L'accès et le stationnement des véhicules privés du personnel sont interdits sur le chantier sauf si des zones sont spécialement aménagées à cet effet. Aucun stationnement sur les voies n'est autorisé sauf le temps nécessaire au déchargement de matériel. Les voies de circulation devront être en permanence « libre à la circulation ».

Grue, rappel aux entreprises :

- Tous les engins et appareils de levage devront être à jour de leur contrôle périodique.
- Equipement pourvu d'une anémomètre
- Le P.V. d'adéquation et d'installation de la grue devra être fourni au C.S.P.S.
- Tous les utilisateurs d'engins doivent être en possession sur soi d'une autorisation de conduite correspondants.
- Respect des consignes du conducteur et chef d'entreprise
- Aucun déchargement par grue à tour n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier.
- Le survol des charges à manutentionner est strictement limité à l'emprise du chantier.

Toutes les mesures seront prises et toutes consignes seront données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes.

Avant toute mise en place sur le chantier d'engins de levage fixes ou mobiles, les entreprises doivent impérativement communiquer au Coordonnateur Sécurité pour remarques , le plan d'installation et l'étude des interférences.

Suivant l'importance du chantier

- Etablissement du document Consignes aux grutiers
- Mise en place pour les grues, d'un système de gestion des interférences de type "poursuite" compatible.
- Mise en place d'une liaison radio horizontale entre les grutiers y compris entretien et dépose du matériel.

Dispositifs avertissant le conducteur en cas de dépassement de la charge maximale.

Marquage : comme tous les équipements de travail, l'appareil de levage doit être identifié. En outre, l'appareil de levage doit comporter la Charge Maximale d'Utilisation (CMU).

Notice d'instruction : en complément des informations prévues pour toutes les machines, la notice doit comprendre des indications relatives aux caractéristiques techniques (tableaux de charges, valeurs des actions sur les appuis et scellements, exigences auxquelles doivent répondre les voies de roulement, définition et moyens d'installation des lestages), au contenu du carnet de suivi de la machine, aux conseils d'utilisation, aux instructions nécessaires pour effectuer l'aptitude à l'emploi lorsque la machine n'est pas montée, dans sa configuration d'utilisation, chez le c

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	------------------------------	---------------------------

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	PIC de principe en période DCE Evolutif en période préparation		LOT 01	LOT 01
Clôture	Clôture grillagée ou pleine (en centre ville) de type HERAS fixée mécaniquement en partie haute, sur plots béton ou fondée dans le sol La clôture sera fermée par un cadenas à clefs, pour la zone de stockage	Suivant PIC à définir en période de préparation	LOT 01	LOT 01
Homme trafic	Toutes manœuvres sur chantier et entrée sortie du chantier.	Sur l'ensemble du chantier et accès.	chaque entreprise	chaque entreprise
Signalisation	Panneaux de chantier réglementaires sur voies publiques Signalisation provisoire	Suivant PIC à définir en période de préparation En amont et aval du bâtiment	LOT 01	LOT 01

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Grue et engin de levage	Engin télescopiqueCamion-grue Si besoin	Suivant phasage	chaque entreprise	chaque entreprise
Divers	Panneau de chantier général 3mx2m, modèle en concertation avec la MOA	Suivant PIC à définir en période de préparation	LOT 01	LOT 01

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Chaque personne sur site devra justifier de son appartenance à une entreprise intervenant sur le chantier en tenant à jour un registre et consultable autant que nécessaire avec les renseignements suivants :

- Attestation de l'employeur,
- Copies des cartes d'identité de tous les salariés intervenant sur le chantier et/ou carte professionnelle
- Les noms et fonctions des personnels sur site. (personnels entreprises, intérimaires ou sous traitants)

Les barrières et accès devront comporter les panneaux réglementaires limitant les accès aux seules personnes autorisées ainsi que le port des EPI. De plus, comme le prévoit l'article R8221-1 du Code du Travail, chaque entreprise intervenant sur le chantier (entreprises sous traitantes également) doit afficher son nom, sa raison ou dénomination sociale et son adresse sur le panneau de chantier qui doit être lisible de la voie publique.

Le port des EPI est obligatoire dans les zones de chantier : casque, chaussure de sécurité et en fonction de la tâche: lunette de protection, gants, protection auditives, etc .

En cas de non respect du port des EPI , le MOA en relation avec le CSPS et le MOE pourra appliquer des pénalités financières par infraction constatée à cette règle de chantier (Montant de l'infraction à définir en période de préparation.

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise tels que locatier, fournisseur, livreur, montage de grue/d'échafaudage etc ... devront en permanence être accompagnées d'un ouvrier de l'entreprise concernée lors de la livraison de matériaux ou fournitures sur le chantier.

Le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre informeront le CSPS du nom des entreprises désignées et des sous traitants agréés dès la signature de leur marché.

Toutes les entreprises titulaires ou sous-traitantes devront être autorisées par le maître d'ouvrage .

VISITE D'INSPECTION COMMUNE :

Le CSPS demande aux entreprises de prendre contact avec lui afin de effectuer le Visite d'Inspection Commune minimum 15 jours avant le démarrage de vos travaux

Sans inspection commune, une entreprise n'est PAS AUTORISÉE à y intervenir

Il est rappelé qu'aux termes de l'article L.4532-2 du Code du travail, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures et les protections collectives.

POUR LES CONCESSIONNAIRES, MEME PROCEDURE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	26 Bd de la République 07100 ANNONAY		
Accès secondaire	Accès depuis cours intérieure		
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte du BTP	chaque entreprise	chaque entreprise

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Liste du personnel	Effectif annoncé chaque jour et inscrit sur le registre du personnel	LOT 01	chaque entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Limitation des manutentions manuelles :

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Les ouvriers circuleront par les voies aménagées à cet effet (voir plan d'installation de chantier) et en aucune manière sur les voies réservées aux engins ou véhicules.

Prendre en compte les dimensions du porche permettant d'accéder à la cours intérieure

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Par homme trafic (formé)	A l'entrée du bâtiment 26 Bd de la République 07100 ANNONAY	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Voie intérieure	Aménagée depuis les voiries existantes	Suivant PIC à définir en période de préparation		
Aire de livraison	Création aire de livraison, stockage et parking véhicule chantier	Suivant PIC à définir en période de préparation	LOT 01	LOT 01

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de stationnement	Aménagée Seuls les véhicules entreprises sont autorisés à stationner sur les zones de parking définies	Suivant PIC à définir en période de préparation	LOT 01	LOT 01
Signalisation	Flux de camions et véhicules entreprises	Suivant PIC à définir en période de préparation	LOT 01	LOT 01
Homme de manœuvre	Personnel formé à la coordination		Chaque entreprise	Chaque entreprise
Avertisseur de manœuvre	Depuis les appareils de levage et engins de chantier		Chaque entreprise	Chaque entreprise

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Depuis la base vie	Suivant PIC à définir en période de préparation, suivant phasage	chaque entreprise intervenante	chaque entreprise intervenante
Accès au cantonnement	Signalisation réglementaire	Suivant PIC à définir en période de préparation	LOT 01	LOT 01
Cheminement cantonnement/chantier	Signalisation réglementaire	Suivant PIC à définir en période de préparation, suivant phasage	LOT 01	LOT 01
Protection accès chantier	Signalisation réglementaire	Suivant PIC à définir en période de préparation, suivant phasage	LOT 01	LOT 01

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement sur chantier	Aménagé, balisé en largeur suffisante	Suivant PIC à définir en période de préparation, suivant phasage	LOT 01	LOT 01
Eclairage	Phare ou projecteur		chaque entreprise suivant intervention	chaque entreprise suivant intervention
Signalisation	Flux de camions et véhicules entreprises	Suivant PIC à définir en période de préparation	LOT 01	LOT 01

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Limitation des manutentions manuelles :

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Suivant Phasage	Chaque entreprise	Chaque entreprise	
Chariot élévateur	Suivant Phasage Si besoin	Chaque entreprise	Chaque entreprise	

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Transpalette/chariot	Suivant Phasage Si besoin	Chaque entreprise	Chaque entreprise	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux	Sur zones plates	Suivant PIC à définir en période de préparation		Ordonnancement et balisage de la zone
Matériels	Sur zones plates	Suivant PIC à définir en période de préparation		Ordonnancement et balisage de la zone

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise effectuera le tri sélectif, des gravats, des déchets, matériaux, qui devront être évacués journellement des zones de travail vers les bennes ou décharge agréées.

Les déversements par les ouvertures, etc..., ainsi que les stockages sauvages sont proscrits sur l'ensemble du chantier.

Les bidons, les plastiques, cartons, polystyrène, etc..., et tous éléments polluants ou à risque seront évacués au fur et à mesure.

LE CHANTIER DOIT ETRE TENU EN PARFAIT ETAT DE PROPRETÉ ET DE SALUBRITÉ

Chaque entreprise doit le nettoyage de sa zone de travail et la sortie des gravats et déblais en excédent de sa profession (quotidiennement).

Chaque entreprise effectuera le tri sélectif de ses gravats et déchets soit à son dépôt soit directement sur le chantier.

Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant ou pollués est formellement interdit.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Suivant avancement	quotidien	chaque entreprise	chaque entreprise

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Bennes avec tri	A définir suivant PIC élaboré en période de préparation	Autant que besoin		

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Suivant intervention par point chaud	LOT 05	Bouteille dans rack de stockage Extincteur à proximité	Permis feu
Bruit	L'ensemble du chantier	CHAQUE LOT		Le site étant en activité, il convient à chaque entreprise de limiter, autant que possible, les gênes occasionnées par le bruit

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée.

En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires.

Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d' OEuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.

La mutualisation des moyens de type échafaudage doit faire l'objet d'une convention selon la réglementation en vigueur et les recommandations R-408 de la CNAMTS.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Trémie petite dimension	Tout système garantissant la sécurité des intervenants (platelage fixé mécaniquement)	LOT 01	LOT 01

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, monte matériaux, escalier provisoire ou autres) devront procéder à la réception du matériel.

Cette réception fera l'objet d'un procès verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices)

Le CCTP n'intègre aucune prescription particulière à ce titre.

Nota : Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés adaptés et de recettes à matériaux. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'œuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied		suivant planning			
Nacelles bi-mâts		intervention en façade Si besoin	LOT 02		LOT 02
Echafaudage intérieur	Échafaudage de pied ou roulant	suivant intervention	Chaque entreprise utilisatrice	Chaque entreprise utilisatrice	Chaque entreprise utilisatrice

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Suivant PIC à venir	l'ensemble du chantier	LOT 01	LOT 01
Alimentation cantonnement	Suivant PIC à venir	Suivant phasage	LOT 01	LOT 01
Armoires secondaires	Suivant PIC à venir	Suivant phasage	LOT 01	LOT 01
Eclairage poste de travail		Suivant planning	chaque entreprise	chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Travaux superposés

Autant que possible, les travaux superposés seront interdits sans des mesures adaptées dans le calendrier des travaux. En cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute prendra les dispositions pour installer et obtenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous. Chaque cas sera examiné par la maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS. D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur (sur les façades notamment), les entreprises devront interdire la circulation du personnel en dessous et à l'aplomb de leur poste de travail. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place puis la maintenance de clôtures rigides (clôtures amovibles)

Protections liées à la superposition de tâches dans un lot

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot devra mettre en place les mesures de protection nécessaires (platelage, plinthes, balisage de zone, ...) et en assurera l'entretien et le démontage. Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur auront en charge la mise en place des protections nécessaires. Si l'origine provient d'un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place à ses frais les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. L'utilisation de dispositifs de protection collectifs sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. Les travaux générateurs de nuisances tels que bruit, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. L'utilisation d'engins à moteur thermique sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
-------------	----------------	----------------------	---------------------------	--------------

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	chaque lot	démolition et dépose		<p>Un mode opératoire devra être détaillé dans le PPSPS, afin de garantir la sécurité des travailleurs, des riverains du personnel du tribunal</p> <p>Protection des existants avec contrôle des émissions de poussières PV Consignation des réseaux</p>
Travaux en hauteur	Chaque lot		Suivant planning et protections collectives en place ou à mettre en place	Un mode opératoire devra être détaillé dans le PPSPS, afin de garantir la sécurité des travailleurs

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Les intervention se font en site occupé

Rendre le chantier **STRICTEMENT** clos et indépendant **EN PERMANENCE**, est la première des mesures à prendre par la mise en place des clôtures de chantier.

Les principaux approvisionnements devront être programmés en dehors des créneaux d'affluence

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	26 Bd de la République 07100 ANNONAY	site en activité	Signalisation réglementaire Horaires à définir avec les MOE/MOA		
Environnement du chantier	Tribunal en activité	zone urbaine Circulation du personnel exploitant, des livraisons et des visiteurs Accès aux bâtiments en exploitation	Signalisation réglementaire Horaires à définir en période de préparation	chaque entreprise	chaque entreprise
Bruit dû au chantier	Tribunal en activité	site en activité	Information et rappels aux entreprises Interdiction de diffusion de musique ou émission de radio Suppression du bruit à la source avec matériels adaptés et conformes	chaque entreprise	chaque entreprise

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec activité du site	Tribunal en activité	Phasage mise en place en concertation avec la MOA/MOE, à respecter		chaque entreprise	chaque entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	26 Bd de la République 07100 ANNONAY		
Eau potable	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison défini par le maître d'ouvrage	A l'issue de la période de préparation	LOT 01
Eau usées	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison défini par le maître d'ouvrage	A l'issue de la période de préparation	LOT 01
Electricité	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison défini par le maître d'ouvrage	A l'issue de la période de préparation	LOT 01

5.2 CANTONNEMENTS

A la charge du Lot 01 , l'aménagement du cantonnement et de l'entretien .

Dans le cadre des interventions, les entreprises ayant du personnel féminin dans leurs effectifs devront prévenir le CSPS et la maîtrise d'œuvre afin de prévoir tous compléments d'installations.

Les prescription en matière d'hygiène pour ces locaux sont définies dans le code du travail.

Pour obtenir une installation rationnelle, il est utile de regrouper en un seul ensemble les sanitaires (cabinets d'aisance, urinoirs, lavabos et douches) et les vestiaires. On aura ainsi des installations complètes et faciles à entretenir.

Les personnes handicapées physiques doivent pouvoir disposer d'installations sanitaires appropriées.

Les installations sanitaires doivent être correctement aérées, éclairées et chauffées.

LE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER EST A TRANSMETTRE AU COORDONNATEUR ET A AFFICHER DANS LA BASE-VIE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	10	Suivant PIC à définir en période de préparation		LOT 01	LOT 01	LOT 01
Réfectoire	10	Suivant PIC à définir en période de préparation		LOT 01	LOT 01	LOT 01
Sanitaires	10	Suivant PIC à définir en période de préparation		LOT 01	LOT 01	LOT 01
Salle de réunion	6	Suivant PIC à définir en période de préparation		LOT 01	LOT 01	LOT 01

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot 01 Vérification de l'installation électrique par une société agréée Transmission du PV de vérification de l'installation de la base de vie	

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

POMPIERS Tél : 18
POLICE Tél : 17
SAMU Tél : 15 Mob.: 112

6.1 ORGANISATION

En cas d'accident, le ou les secouristes présents sur le site donnent les premiers soins en respectant les principes de base du secourisme.

Un secouriste devra rester auprès de la victime, si nécessaire.

Le responsable du chantier ou de la sécurité devra supprimer la cause du danger pour éviter un autre accident.

Protéger le blessé, éviter que la situation dangereuse persiste.

Alerter les services de secours.

(Pompiers n° 18 ou Police / Gendarmerie n° 17 ou SAMU n° 15 ou Portable n° 112 ou Hôpital le plus proche, voir chapitre liste en annexe)

en indiquant :

- l'endroit d'où l'appel est émis
- le lieu de l'accident et le point de rencontre à déterminer sur le PIC
- le nombre des victimes et leur état apparent et la gravité de leurs blessures
- le type d'accident survenu
- les conditions d'accès aux victimes

Si nécessaire :

Une rencontre avec les différents secouristes d'entreprises et les pompiers de la ville pourra être organisée, afin de définir les modalités d'intervention de ces derniers sur le site.

Chaque entreprise indiquera dans son P.P.S.P.S. la liste de son personnel secouriste intervenant sur le site, si elle en possède.

Ceux-ci devront être identifiables (casque portant la mention "secouriste" ou badge).

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Charge entreprise doit doter son chef d'équipe d'un téléphone portable			Chaque entreprise

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Accès secours	Depuis l'entrée du tribunal	Réunion d'information avec les services de secours	Panneaux de chantier réglementaires	
Point de rencontre	Bureaux du chef			
Secouriste	A nommer sur PPSPS	Former et réactualiser 1 SST pour 20 ouvriers	Etiquetage sur casque	chaque entreprise
Trousse de secours	Dans base vie et fourgons entreprises	Vérifier le contenu et date de péremption		chaque entreprise LOT 01
Extincteur cantonnement	Base vie	Vérification par organismes agréés		LOT 01
Contrôle périodique	Des engins , grues, et installation électrique de chantier	Vérification par organismes agréés	Étiquetage, carnet d'entretien et classeur chantier	chaque entreprise

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur chantier	zones de point chaud	Vérification par organismes agréés Personnel formé à son utilisation		chaque entreprise réalisant des travaux par point chaud

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

L'article R4512-13 (anciennement R237-10) Décret 92-158 du 20 février 1992 du code du travail français stipule : « Lorsque l'opération est réalisée de nuit ou dans un lieu isolé ou à un moment où l'activité de l'entreprise utilisatrice est interrompue, le chef de l'entreprise extérieure intéressé prend les mesures nécessaires pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident. »

L'obligation générale de sécurité, telle qu'elle incombe aujourd'hui à l'employeur, résulte essentiellement de la transposition en droit français de la directive 89/391/CEE du 12 juin 1989 (directive-cadre). La loi 91-1414, dont est issu l'article L.230-2 du code du travail, rappelle qu'il appartient au chef d'établissement de mettre en œuvre toutes mesures propres à garantir la santé et la sécurité des salariés, et précise les principes qui doivent fonder ces mesures. L'article L4121-1 (anciennement L230-2) du code de travail dispose que « l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. Ces mesures comprennent : des actions de prévention des risques professionnels; des actions d'information et de formation; la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ».

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Lorsque l'opération est réalisée de nuit ou dans un lieu isolé, le chef de l'entreprise prend les mesures nécessaires pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Chaque entreprise intervenante (titulaire ou sous-traitants), devra rédiger un Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention, pour les entreprises titulaires, pour les sous-traitants. Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S au coordonnateur SPS. Toutes les entreprises, et sous traitants mettront à disposition au bureau de chantier un exemplaire valide de leur P.P.S.P.S pour consultation

VISITE D'INSPECTION COMMUNE :

Le CSPS demande aux entreprises de prendre contact avec lui afin de effectuer le Visite d'Inspection Commune

Sans inspection commune, une entreprise n'est PAS AUTORISÉE à y intervenir

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

TRIBUNAL de PROXIMITE ANNONAY - Rénovation énergétique

26 Bd de la République
07100 ANNONAY

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: ANNONAY
RUE :26 Bd de la République

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.75.82.12.11 .